

Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité

Semaine du 30 août au 5 septembre 2006

édito:

battre la droite en rompant avec les politiques libérales

articles:

CROISSANCE, EMPLOI

rétablir la vérité

POUVOIR D'ACHAT

la prime pour l'emploi (PPE) contre les salaires

PRIVATISATION DE GDF

mettre en échec le gouvernement

LIBAN

attention et vigilance

Battre la droite en rompant avec les politiques libérales

Marie-George Buffet, lors de sa “ rentrée politique ” à Hennebont (Morbihan), a brocardé l’optimisme du gouvernement, dénonçant la fragilité d’une croissance attribuée au “ surendettement des ménages ”, une baisse du chômage due “ au départ à la retraite des générations du baby-boom ” et l’utilisation par le patronat de tous les dispositifs de précarité offerts par le gouvernement. “ *Le tout va bien*, c’est vrai pour les profits des entreprises du CAC 40, mais le bilan de ce mandat de la droite, pour le peuple, c’est une régression sociale et démocratique comme peu souvent notre pays en a connu ” a-t-elle soutenu.

Pour Marie-George Buffet, il n’y a qu’un ennemi, c’est la droite. Se livrant à un véritable réquisitoire contre sa politique, particulièrement celle du ministre de l’Intérieur, elle s’exclame : “ Imaginons cinq ans de Sarkozy. Imaginons une France qui se mettrait sous tutelle américaine. Imaginons les nouvelles attaques contre le statut de la fonction publique, contre la Sécu. Imaginons une France couverte de caméras de vidéo-surveillance, de fichiers, répressive, violente. Je ne veux pas envisager une telle régression. ” C’est pourquoi, a-t-elle précisé, “ nous travaillons inlassablement au rassemblement de la gauche, pour qu’elle gagne. Mais nous voulons la battre, cette droite, pour longtemps ”.

Car la responsable communiste veut en finir avec le jeu des “ sortants-sortis ”. Sa crainte : que battue en 2007, la droite revienne en 2012 plus forte et plus dure encore. Elle réclame de la gauche qu’elle “ soit populaire par sa démarche citoyenne, par sa capacité à rompre avec toutes les politiques libérales menées jusqu’à présent et par son audace et son courage dans les réformes ”.

La secrétaire du PCF proclame qu’ “ elle ne veut pas entraîner le Parti communiste dans un gouvernement qui mènerait une politique sociale-libérale ”; elle précise dans le même temps qu’elle refuse de “ s’enfermer dans la contestation, le témoignage sans lendemain ”. “ Je rêve que toute la gauche gouverne en répondant aux attentes populaires. Mon ambition, c’est de gagner ”, précise-t-elle.

Marie-George Buffet a redit qu’elle était “ disponible ”, prête à porter “ avec énergie ” le combat du rassemblement antilibéral. Selon elle, sa candidature offre des garanties : celle d’une nouvelle conception du pouvoir, celle d’un “ programme précis, cohérent, n’évacuant pas la question des moyens institutionnels, financiers, internationaux à mettre en œuvre pour vraiment changer la vie ”.

La garantie d’une démarche de rassemblement, enfin, qui “ déjoue le piège de la présidentielle en jouant collectif. De la solidarité aux expulsés de Cachan à la lutte contre la vie chère, des conférences régionales pour l’emploi aux initiatives pour le droit au logement, Marie-George Buffet a énuméré toutes les luttes où les militants communistes se sont engagés, comme accompagner lors de la rentrée scolaire les enfants menacés d’expulsion. Elle les a aussi appelés à participer à la constitution des collectifs, à assurer le succès de la réunion nationale du 10 septembre, avant de donner rendez-vous à la Fête de l’Humanité, en précisant que “ les gens de toute la gauche y sont invités ” ■

CROISSANCE, EMPLOI

rétablir la vérité

Par la magie d'un chiffre de l'INSEE, tout irait subitement pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Parce que le PIB a progressé de 1,2 % environ au deuxième trimestre, la preuve serait faite et de façon définitive que la politique suivie mènerait le pays sur les traces durables d'une croissance perdue, l'économie au mieux de sa forme, le chômage de masse sur la voie de la résorption et le pouvoir d'achat au zénith.

La seule ombre au tableau, selon le pouvoir, son porte-parole vient de le redire, serait que "la gauche gagne" en 2007. C'est ce qui s'appelle vendre la mèche sur les vraies raisons de cet assaut de démagogie. Moins d'un an avant les élections présidentielle et législatives, il s'agit de se mettre en ordre de bataille. La seule certitude qui puisse naître de ces satisfecit est que la campagne électorale est d'ores et déjà lancée à droite. Il ne s'agit pas seulement de tout faire pour rendre le bilan gouvernemental présentable. Il faut marteler l'idée que, hors le libéralisme sauvage, il n'est pas de politique économique et sociale nationale viable. Et cacher la vérité sur les nouveaux projets en cours et leurs conséquences.

Croissance, emploi, consommation: voilà trois chantiers qui méritent un vrai débat parce qu'ils posent la question de véritables choix de société sur lesquels les Français attendent de vraies réponses, parce qu'elles conditionnent leur sort. Le rebond de la croissance enregistré au deuxième trimestre repose essentiellement sur une conjoncture européenne pour le moins fragile. La France ne connaît pas plus d'embellie de l'emploi, chacun sachant à quoi s'en tenir sur les statistiques du chômage d'une part, la précarité nourrissant l'essentiel des postes créés d'autre part.

Quant au pouvoir d'achat, effet "coupe du monde" mis à part, puisque éphémère par définition, chacune et chacun peut en mesurer la portée réelle. La France reste un pays de pression sur les salaires et de pauvreté de masse. Les hausses du SMIC tireraient la croissance, ose le porte-parole du pouvoir. Alors, pourquoi ne pas le porter immédiatement à 1500 euros? Pis, la prétendue "relance" s'appuie sur une tendance inquiétante à l'endettement des ménages français; ce dernier atteint 66% de leurs revenus disponibles. Des millions de nos concitoyens ne peuvent plus, dans un pays développé comme le nôtre, gagner leur vie, répondre à leurs besoins et épargner pour des projets à long terme ou pour faire face aux aléas de la vie. Le bas de laine devient l'autre levier fragile dans lequel puiser pour "consommer". La rentrée, avec ses hausses de tarifs en chaîne, en apportera une preuve supplémentaire, s'il fallait.

Rétablir la vérité sur le bilan réel de ce gouvernement et lui opposer de vraies alternatives est le défi à relever par la gauche dans les mois qui viennent. Des suppressions d'emplois annoncées encore récemment chez SEB à la volonté de passer une nouvelle fois en force pour livrer GDF aux appétits privés, la question d'une politique industrielle audacieuse est posée. Cela suppose de rompre radicalement avec la dilapidation des richesses créées dans ce pays au bénéfice exclusif des appétits financiers.

À un gouvernement qui se propose d'étrangler les finances publiques comme jamais, en réduisant en valeur réelle le budget de l'État et en prévoyant près de 6 milliards de cadeaux fiscaux à la frange la plus privilégiée de son électorat, il s'agit d'opposer un autre usage de l'argent et des finances publiques.

Croissance, emploi, pouvoir d'achat méritent un vrai débat ■

POUVOIR D'ACHAT

la prime pour l'emploi (PPE) contre les salaires

Si d'aucuns en doutaient, l'agitation gouvernementale sur le sujet devrait les convaincre : la faiblesse du pouvoir d'achat est bien une préoccupation majeure en cette rentrée.

L'équipe Villepin multiplie ces jours-ci les annonces de mesures "nouvelles"... quitte à recycler des décisions prises il y a un an. Ainsi du chèque transport (30 euros mensuels, loin de compenser l'envolée des prix à la pompe) déjà promis par le même Villepin en septembre 2005. Ainsi de la prime pour l'emploi (PPE) qui, claironne le pouvoir, "sera revalorisée l'an prochain". D'un montant de 714 euros pour un salarié célibataire avec un salaire proche du SMIC, ce chiffre sera "encore revu à la hausse et devrait s'établir à 809 euros l'an prochain" se vante le ministre du Travail. "Encore"? En réalité, cette hausse figure dans le budget 2006 voté il y a un an, qui prévoyait de majorer de 50% en deux ans le montant maximal de la PPE. On laisse entendre aujourd'hui que le gouvernement n'exclurait pas un coup de pouce supplémentaire en utilisant le surplus de recettes fiscales engendré par la croissance du PIB. En mettant en scène, soit dit en passant, de fausses querelles entre ministres plus ou moins portés sur le social... En vérité, le pouvoir cherche désespérément à se donner une image de justice sociale. Mais la PPE n'est guère le meilleur exemple.

Près de neuf millions de foyers modestes touchent cette prime dite "pour l'emploi". Mis en place par le gouvernement Jospin en 2001, sous l'impulsion de Laurent Fabius, alors locataire de Bercy, repris et amplifié par la droite depuis

2002, ce dispositif consiste en un crédit d'impôt accordé aux salariés rémunérés jusqu'à 1,4 SMIC. La PPE est censée encourager la reprise ou le maintien dans l'activité des actifs à faibles revenus, en compensant la diminution de ressources souvent subie lors du retour en emploi, du fait notamment de la perte d'aides sociales. Fortement inspirée de l'impôt négatif en pratique aux USA, cette mesure fait partie de l'arsenal libéral pour baisser le "coût du travail". Comme les exonérations de cotisations sociales, elle part du principe que ce coût serait trop élevé.

Avec la PPE, il s'agit donc de pousser les salariés à accepter des emplois mal payés, souvent précaires, moyennant une petite compensation versée par l'État. Trois milliards d'euros de fonds publics y sont consacrés cette année. Le pouvoir d'achat n'en tire au bout du compte guère avantage : le journal *La Tribune* vient de rappeler que l'actuel regain des ménages ne repose pas sur leur pouvoir d'achat mais sur leur épargne.

Par contre, avec la PPE, le gouvernement cautionne et encourage la politique de bas salaires (la moitié des rémunérations stagne au-dessous de 1,6 SMIC) du patronat ainsi déresponsabilisé. À l'opposé de ses discours sur la "valeur travail", il contribue à le dévaloriser.

Les miettes que Villepin s'apprête à distribuer sous forme de PPE, chèque transport ou allocation d'installation pour des étudiants laissent bel et bien entière aux yeux des syndicats la question d'un relèvement sensible des salaires, dans le privé comme dans la fonction publique où le pouvoir d'achat a baissé de 6 à 7% depuis 2000 ■

PRIVATISATION DE GDF

mettre en échec le gouvernement

Les députés communistes ont lancé une pétition

www.groupe-communiste.assemblée-nationale.fr

contre la privatisation de GDF.

À la rentrée, en effet, le Parlement, en session extraordinaire, va examiner le projet de loi "énergie" portant sur la privatisation de GDF et l'ouverture à la concurrence du marché du gaz et de l'électricité. Les communistes entendent mettre en échec le gouvernement. Le pays doit conserver et conforter sa maîtrise publique de l'énergie. Les enjeux environnementaux, en particulier la lutte contre le réchauffement climatique, le développement économique, l'emploi et l'aménagement du territoire le nécessitent. Sans compter que, avec la privatisation de GDF et l'ouverture et la libéralisation du marché de l'électricité et du gaz, le gouvernement remet en cause le droit à l'énergie de chaque citoyen. Les parlementaires communistes comptent bien empêcher cette remise en cause ; ils vont défendre plusieurs milliers d'amendements.

Leur démarche aura d'autant plus de force dans l'hémicycle qu'elle sera comprise et partagée par l'opinion. La pétition lancée vise aussi à informer le maximum de Français des lourds dangers dont est porteuse cette loi. Ils veulent contribuer ainsi à rendre public le débat autour des enjeux énergétiques, et surtout permettre à chacun de dire NON à la privatisation de

GDF et à la libéralisation du secteur de l'énergie.

Le gouvernement, avec GDF et Suez, développe un lobbying scandaleux auprès des parlementaires. Suez a été jusqu'à inviter une vingtaine de députés UMP à assister à la finale de la Coupe du monde de football ! Ces pressions ont pour but de vaincre les réticences de parlementaires UMP à adopter ce projet de loi. Elles ne sont pas sans échos si l'on en juge par le ralliement de Sarkozy au projet du Premier ministre.

La mobilisation des communistes, de leurs élus, celle des gaziers et des électriciens, mais également celle des citoyens doit permettre le rejet de ce projet de loi.

Les propositions alternatives des communistes ? Pour mettre définitivement Suez à l'abri de toute OPA, ils proposent une montée de l'État, via la Caisse des dépôts et consignations, dans le capital du groupe. Pour assurer la maîtrise publique de l'énergie, ils proposent la renationalisation de GDF et d'EDF et leur fusion pour créer un grand groupe 100 % public. Il s'agit de constituer un grand service public démocratisé et rénové capable de fournir de l'électricité et du gaz en quantité suffisante et bon marché pour garantir le droit de chacun à l'énergie. Il s'agit de permettre à notre pays de faire face aux enjeux environnementaux, économiques et d'aménagement du territoire ■

LIBAN

attention et vigilance

Israël vient de réaffirmer sa volonté de maintenir le blocus aérien et maritime du Liban.

Dans ce pays, les bombes à fragmentation continuent de tuer. Le pays est en ruine après les quelque 7 000 bombardements qui ont visé essentiellement les populations civiles. Le cabinet Olmert persiste à brandir l'argument du "désarmement du Hezbollah" pour masquer la nature de l'agression commise depuis le 12 juillet. Le Liban, se relevant d'une guerre civile et de précédentes invasions israéliennes, et qui vient de se dégager enfin de l'occupation syrienne, n'aspire qu'à trouver la paix, et il commençait à s'engager dans la voie d'une réconciliation nationale par dessus les frontières communautaires. Il doit de nouveau se reconstruire.

Dans ce pays en ruine, il ne saurait donc être question de transformer les forces de paix de l'ONU en "supplétifs" de "Tahal". Sur la base de l'expérience éprouvée par la Force d'interposition des Nations unies au Liban (FINUL) jusqu'à cette guerre-ci, le rôle que sa version élargie serait appelée à jouer désormais ne saurait souffrir d'imprécisions ni de flou dans son nouveau mandat et quant aux moyens dont elle disposera effectivement pour le mener à bien. Selon le président de la République française, le secrétaire général de l'ONU ainsi qu'Israël auraient enfin fourni l'assurance que la FINUL "serait à même de remplir sa mission sur le terrain". Cette mission participe des efforts diplomatiques pour contribuer à une "solution durable à la crise" qui concerne "la libération des soldats israéliens enlevés, le retour des prisonniers libanais, la démarcation des frontières, particulièrement dans la région

des fermes de Chebaa". Quant au "désarmement des milices", il doit, a rappelé Jacques Chirac, citant la résolution 1701 "s'effectuer dans le cadre d'un processus libanais". C'est sur cette base d'ensemble que désormais une force d'interposition peut voir le jour, et la France y contribuer.

Tout ce qui pourra conforter le Liban dans la voie du rétablissement de sa souveraineté sera positif pour ce peuple dans son ensemble et pour ceux de sa région. Le choc de la résistance nationale libanaise, avec le Hezbollah, mais aussi avec les combattants d'Amal et du Parti communiste libanais, a déclenché une crise politique en Israël même. Dans ce pays, deux citoyens sur trois réclameraient la démission du Premier ministre. Victime de sa compromission dans la guerre, le parti travailliste s'effondrerait de même à la Knesset en cas d'élections anticipées. C'est la droite la plus ultra qui profiterait de ce séisme. Alors que plus de 180 Palestiniens ont été tués à Gaza depuis le 28 juin, l'entêtement à refuser le dialogue politique pour lui préférer le langage de la force et de la guerre ne conduit qu'à une seule et même conclusion: on trouve toujours plus extrême que soi.

L'ouverture sur le terrain libanais est on ne peut plus fragile dans ce contexte. Elle demande à être suivie avec attention et vigilance de la part de toutes celles et de tous ceux qui se sont déjà mobilisés, un peu partout sur la planète, durant cet été meurtrier.

"Il n'y aura pas de solution durable pour la paix et la coopération dans la région s'il n'y a pas de reconnaissance des droits du peuple palestinien", vient de rappeler Marie-George Buffet ■